

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **971**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Grand Port Maritime de la Guadeloupe.
Correspondant : marie-Josée TRAMIS, quai Ferdinand de Lesseps B.P. 485 97165 Pointe-à-Pitre Guadeloupe, tél. : 05-90-68-62-92, télécopieur : 05-90-68-62-91,
courriel : marchespublics@port-guadeloupe.com adresse internet : <https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Activités portuaires.

Objet du marché : **essai de traction sur bollards.**

Catégorie de services : 27.

CPV - Objet principal : 45233291.

Lieu d'exécution : pointe-À-Pitre / Jarry / Basse-Terre, 97110.

Code NUTS : FRY10.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

essai de traction sur bollards

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 4 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : retenue de garantie: 5 %.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire. Délai de paiement 30 jours, dans les conditions du Code de la Commande publique.

Financement sur le budget propre du GPMG. Ordonnateur : Président du Directoire du GPMG.

Comptable Assignataire : Agent Comptable du GPMG. Avance forfaitaire de 20 % prévue.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : pas de forme imposée. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : - Garanties professionnelles

- garanties techniques.

Capacité économique et financière - références requises : le candidat produira les chiffres d'affaires des trois dernières années

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : - Références des prestations similaires (moins de trois ans)

- moyens humains et matériels.

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet

2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : documents à produire par le candidat à l'appui de son offre:
- l'acte d'engagement dûment complété et signé
- le Cahier des charges
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- le BPUF
- le DQE
- une note technique et méthodologique
- un calendrier d'exécution détaillé.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif). Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 15 juillet 2021, à 18 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28 juin 2021.

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires / des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : Grand Port Maritime de la Guadeloupe.

Correspondant : Mme Marie-Josée TRAMIS, ddjam - service Marchés Publics Quai Ferdinand de Lesseps B.P. 485, 97165 Pointe-à-Pitre Cedex Guadeloupe, , tél. : 05-90-68-62-92, , télécopieur : 05-90-68-62-91, , courriel : marchespublics@port-guadeloupe.com, adresse internet : <https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : Grand Port Maritime de la Guadeloupe.

Correspondant : M. Christian QUESTEL, dap - service Maintenance du Patrimoine Quai Ferdinand de Lesseps B.P. 485, 97165 Pointe-à-Pitre Cedex Guadeloupe, , tél. : 05-90-68-63-40, , télécopieur : 05-90-68-63-11, , courriel : marchespublics@port-guadeloupe.com, adresse internet : <https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.

Instance chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BASSE-TERRE 6, rue Victor Hugues 97109 Basse Terre Guadeloupe, tél. : 05-90-81-45-38, courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr, télécopieur : 05-90-81-96-70 adresse internet : <http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr>.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible par le site internet : www.Telerecours.fr.

Mots descripteurs : Sondage (travaux).

Critères sociaux ou environnementaux : Environnementaux 